ensemble, et de regarder au-delà des différences plutôt que de chercher à nous y réfugier. Pour revenir à ma propre expérience, la conférence de Lusaka a été l'une des trois rencontres auxquelles j'ai assisté cet été-là. Elle a été précédée du Sommet économique à Tokyo, auquel la Grande-Bretagne et le Canada ont participé, et suivie de la réunion des pays non alignés à La Havane, à laquelle la Grande-Bretagne et le Canada n'ont pas participé, quoique bon nombre des autres membres du Commonwealth y étaient présents. De ces trois réunions, c'est à Lusaka que la rhétorique a été la moins virulente et la perspective, la plus ouverte. Cette capacité de trouver des terrains d'entente, dans un monde tenté par les extrêmes, est ce qui fait du Commonwealth une association d'une valeur inestimable.

Évidemment, notre plus grand défi à l'heure actuelle consiste à appliquer cette tradition pour marquer des points contre ce fléau qu'est l'apartheid. Bon nombre de nos gouvernements nationaux ont pris, à titre individuel, des mesures à l'endroit de l'Afrique du Sud. Au début du mois, j'ai annoncé une série de mesures que le gouvernement du Canada avait décidé de prendre: dénoncer notre accord de double imposition et mettre un terme à notre assurance globale des exportations; resserrer notre code de conduite et demander la publication de rapports sur le respect de ce code de conduite; interdire les exportations de matériel sensible, comme les ordinateurs, et accroître de façon marquée notre financement de l'éducation et de la formation des Noirs en Afrique du Sud et au Canada. Dans notre cas, ces mesures et d'autres encore étaient les premiers résultats de la revue gouvernementale de la politique du Canada vis-à-vis de l'Afrique du Sud. J'ai indiqué clairement que d'autres mesures suivraient, et qu'elles seraient examinées en étroite consultation avec d'autres membres du Commonwealth.

L'ancien premier ministre du Canada, M. John Diefenbaker, a été l'un des principaux artisans de la décision prise par la conférence du Commonwealth en 1961 d'expulser l'Afrique du Sud. Il a indiqué, à l'époque, que la porte resterait toujours entrouverte et que le Canada chercherait à renouer ses anciennes relations avec ce pays lorsque la politique d'apartheid serait abandonnée et que tous les Sud-Africains recevraient le même traitement selon les lois et la constitution de ce pays.

Cette conférence se déroulait il y a presque un quart de siècle, mais en Afrique du Sud, l'apartheid continue et la violence augmente, au même rythme que